

Brochure n° 3353 | Convention collective nationale

IDCC : 2706 | **PERSONNEL DES ADMINISTRATEURS  
ET DES MANDATAIRES JUDICIAIRES**

**Avenant n° 31 du 5 octobre 2019**

à l'accord du 5 février 2009  
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2050925M

IDCC : 2706

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**IFPPC ;**

**ASPAJ ;**

**ANGTC PLE ;**

**AACE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**FS CFTD ;**

**FEC FO ;**

**FSE CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant modifie l'article 2 de l'annexe à l'accord du 5 février 2009 relatif à la prévoyance, relatif aux taux de cotisations applicables à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Article 1<sup>er</sup> | Champ d'application**

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises relevant de la convention collective nationale des administrateurs et des mandataires judiciaires.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime professionnel de santé dont doivent bénéficier l'ensemble des salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit l'effectif de l'étude.

## Article 2 | Taux de cotisations

Les dispositions de l'article 2 intitulé « Taux de cotisations applicables » à l'annexe de l'accord du 5 février 2009 relatif à la prévoyance sont modifiées comme suit :

### « Article 2 | Taux de cotisations applicables

- part employeur : 60 % ;
- part salarié : 40 %.

Non-cadres : conformément à l'avenant n° 3 du 30 janvier 2014 à l'accord du 5 février 2009 relatif à la prévoyance, on entend par non-cadre le personnel :

- de niveaux A1 à A4 de la filière administrative ;
- de niveaux T2 à T4 de la filière technique ;
- de niveaux C2 à C3 de la filière collaborateurs ;
- de niveaux S2 à S3 de la filière stagiaires.

Tels que définis au titre VII de la convention collective nationale du personnel des administrateurs et mandataires judiciaires.

Garanties	Cotisation globale		Cotisation employeur		Cotisation Salarié	
	TA	TB/TC	TA	TB/TC	TA	TB/TC
DECES + RE, RC et frais d'obsèques	0,78%	0,78%	0,47%	0,47%	0,31%	0,31%
INCAPACITE	0,54%	0,54%	0,324%	0,324%	0,216%	0,216%
INVALIDITE	0,45%	0,45%	0,27%	0,27%	0,18%	0,18%
<b>TOTAL</b>	<b>1,77%</b>	<b>1,77%</b>	<b>1,064%</b>	<b>1,064%</b>	<b>0,706%</b>	<b>0,706%</b>

Cadres : conformément à l'avenant n° 3 du 30 janvier 2014 à l'accord du 5 février 2009 relatif à la prévoyance, on entend par cadre le personnel :

- de niveaux 1 et 2 des filières administratives (A) et technique (T) ;
- de niveaux C4 de la filière collaborateurs (C).

Tels que définis au titre VII de la convention collective nationale du personnel des administrateurs et mandataires judiciaires.

Garanties	Cotisation globale		Cotisation employeur		Cotisation Salarié	
	TA	TB/TC	TA	TB/TC	TA	TB/TC
DECES + RE, RC et frais d'obsèques	1,10%	0,42%	1,10%	0,25%	0,00%	0,17%
INCAPACITE	0,41%	0,83%	0,41%	0,498%	0,00%	0,332%
INVALIDITE	0,34%	0,99%	0,34%	0,594%	0,00%	0,396%
<b>TOTAL</b>	<b>1,85%</b>	<b>2,24%</b>	<b>1,85%</b>	<b>1,342%</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,898%</b>

## Article 3 | Date d'application

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## Article 4 | Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

## Article 5 | Dépôt. Entrée en vigueur

Le présent avenant est déposé au conseil de prud'hommes de Paris et auprès des services centraux du ministre chargé du travail en 2 exemplaires dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique.

Le présent avenant entre en vigueur dès les formalités de dépôt accomplies.

## **Article 6 | Extension**

L'extension de l'avenant est sollicitée conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail.

*Fait à Paris, le 21 novembre 2019.*

(Suivent les signatures.)